



# L'école haut-alpine

Imprimé au siège de la section  
CPP N° 0210 S 05506  
Directeur de la publication :  
Geoffroy CHEVALIER  
Tél. : 04 92 53 45 28  
Fax : 04 92 53 78 84  
ISSN 1266-6548  
Mensuel - Prix au N° 0,76 €

## Sommaire

<i>Edito</i>	p. 1
<i>Appel à la grève</i>	p. 2
<i>L'éducation en chiffres</i>	p. 3
<i>Appel à la mobilisation</i>	p. 4

## L'École Haut-Alpine

Bourse du Travail - Place Grenette  
BP 42  
05002 Gap Cedex  
<http://05.snuipp.fr/>

Dispensé de timbrage

GAP C.T.C.



**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
**LA POSTE**

Déposé le vendredi 25 avril 2008

## CALENDRIER DES ACTIONS

- Grève unitaire jeudi 15 mai,
- Manifestation nationale à Paris le dimanche 18 mai : inscription et appel à souscription (page 2),
- Manifestations locales le samedi 24 mai.

### Appel à la grève le 15 mai

FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-  
EDUCATION, SUD EDUCATION

Pour une politique éducative ambitieuse

POUR DEFENDRE ET AMELIORER LA  
FONCTION PUBLIQUE !

Place à la mobilisation

CFDT - CFTC - CGT - FO - FSU - Solidaires  
HAUTES-ALPES

### RETRAITES

**Pouvoir d'achat - Services Publics  
Droit du travail**

L'offensive des mesures prises par le gouvernement est sans précédent.

Le patronat se frotte les mains.

la situation est de plus en plus critique pour la majorité d'entre nous.

**1<sup>er</sup> MAI 2008**

**fête du travail**

**à 9h30**

**devant la Préfecture,**

**nous crierons notre Colère !**

**la manifestation se terminera devant la  
Bourse du Travail par un apéritif**

## Edito

**TOUS EN GREVE LE 15 MAI** : ce ne sont pas les raisons qui manquent !

Face aux incohérences et à l'entêtement du gouvernement qui prétend améliorer le service d'éducation en supprimant des postes par milliers, face au mépris du Ministre qui remplace les programmes de 2002 (élaborés par des gens compétents) par les élucubrations de mystérieux « scientifiques », **nous devons réagir !**

Notre pouvoir d'achat est en baisse ? Qu'à cela ne tienne, nous n'avons qu'à faire des heures supplémentaires\* (augmenter sérieusement le point d'indice pour tous aurait pourtant été plus équitable) en participant aux stages de « remise à niveau » !

On nous dit que les caisses de l'État sont vides, on augmente les fonctionnaires de 0,5% en 2008 alors que l'inflation s'élève à 2,7% ; les prix de l'énergie, des loyers, des denrées alimentaires flambent (hausse importante confirmée par Bercy), et pendant ce temps, X. Darcos trouve le moyen de financer 991440 heures supplémentaires\* !

La suppression sans réflexion préalable du samedi matin nous laisse dans une certaine perplexité et surtout dans une grande incertitude. Beaucoup de questions restent en suspens. La réussite des élèves est-elle vraiment prise en compte ? La réponse est contenue dans la question.

Quid de l'avenir des RASED ? De l'école maternelle ? Et de l'école publique en général ?

Le Président de la République ne cesse de marteler que l'École de la République coûte cher, qu'il faut absolument en réduire les moyens pour pouvoir faire du qualitatif. Pourtant, tous les rapports convergent (voir page 3) pour dire que l'école primaire française est en deçà des dépenses que la Nation consacre par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE.

**Pour toutes ces raisons et bien d'autres,  
nous serons en grève le jeudi 15 mai !**

C. DENIS et M. MANUEL

\* Les heures supplémentaires sont certes défiscalisées (elles ne sont pas imposables) mais elles sont comptabilisées dans le revenu fiscal de référence qui sert de base aux calculs de certaines prestations : CAF, Bourses...

# Appel à la grève et manifestation nationale

## Appel à la grève le 15 mai

FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-EDUCATION, SUD EDUCATION

### Pour une politique éducative ambitieuse

Dans l'Éducation nationale les mobilisations s'amplifient et portent l'exigence de moyens pour la réussite et la démocratisation du système éducatif. Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée est fortement contesté. Ces mobilisations s'opposent aux 11200 suppressions de postes qui entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves. Dans le second degré cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.

Conjuguée aux retraits de moyens, la mise en place précipitée, sans réflexion préalable et sans concertation suffisante, du bac pro 3 ans dans les LP, suscite des inquiétudes

des légitimes quant à la prise en charge des élèves en enseignement professionnel en particulier ceux qui sont en difficulté.

Dans le premier degré les projets de programmes traduisent une vision passéiste et rétrograde de l'École, ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Ils remettent en cause les cycles et s'accompagnent d'une apparente volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles.

Ce budget de rigueur et les suppressions de postes qui en découlent aurait des conséquences néfastes sur la qualité du service public dans l'Éducation nationale et dans l'Enseignement Agricole Public. Il se traduirait par une aggravation des conditions de travail pour l'ensemble des personnels (enseignants, ouvriers, administratifs, personnels de santé, sociaux, ...)

Les annonces budgétaires, la volonté de ne pas remplacer le départ en retraite d'un fonctionnaire sur deux pour les prochaines

années, en lien avec la Révision Générale des Politiques Publiques et le projet de loi sur la mobilité, confirment que cette politique de régression pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'École implique une toute autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.

- Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'École,
- Pour mettre en œuvre une autre politique éducative visant la réussite de tous les élèves.

Les organisations signataires appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours au plan national et local.

**Elles appellent à faire du jeudi 15 mai une journée de grève nationale.**

\*La FAEN consulte ses instances et se déterminera le 6 mai.

.....

## Le joli mois de mai (suite) TOUS A PARIS LE 18 MAI MANIFESTATION NATIONALE

À l'appel de la FSU et de ses syndicats.

Pour protester contre la politique de démantèlement systématique des services publics et de l'Éducation Nationale en particulier. Démontrons à Sarkozy que nous ne le laisserons pas faire.

**Modalités pratiques :** La FSU PACA a réservé un TGV au départ d'Aix-en-Provence. Aller-retour dans la journée.

Une souscription est lancée pour financer le déplacement. Si vous ne pouvez pas venir, faites un geste et participez à la souscription.

**Inscrivez-vous à la manif par mail :** [snu05@snuipp.fr](mailto:snu05@snuipp.fr) ou [fsu05@fsu.fr](mailto:fsu05@fsu.fr), par téléphone : 04 92 53 45 28. Nous vous donnerons ensuite le complément d'information : horaires, co-voiturage jusqu'à Aix ,etc....

Participez à la souscription en envoyant un chèque au Snuipp 05 ou à la FSU 05.

Organisez des souscriptions par école : mieux vaut 2 €X 10 collègues que 5 €tout seul.

.....

### Postes mis aux concours 2008

ACADÉMIES AIX-MARSEILLE

Concours externe : 281

3ème concours : 21

Le nombre total des recrutements prévus est de 10.130 contre 11.150 l'an dernier.

La répartition est la suivante :

- Concours externe : 9.359 (10.275 en 2007)

- Concours externe spécial (langues régionales) : 125 (140 en 2007)

- Troisième concours : 396 (485 en 2007)

- Second concours interne : 115 (231 en 2007)

- Second concours interne spécial (langues régionales) : 15 (19 en 2007)

120 postes sont destinés au recrutement par voie contractuelle pour les personnes en situation de handicap.

## Regards sur l'éducation 2007

Extrait des données de l'OCDE consultables sur : <http://www.oecd.org>

*Ce sont les heures d'instruction obligatoires et le nombre d'heures de cours des enseignants en France qui expliquent en grande partie le niveau élevé par rapport à la moyenne de l'OCDE des dépenses par élève scolarisé dans l'enseignement secondaire ...*

- La plupart des pays de l'OCDE voient le nombre d'heures annuelles d'instruction obligatoire augmenter entre le primaire et le secondaire tandis que les heures de cours à la charge des enseignants diminuent significativement entre

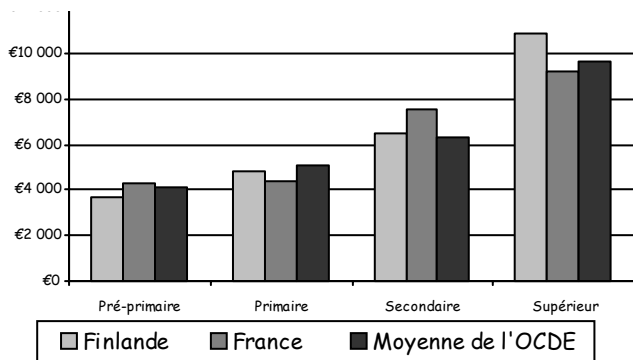
ces deux niveaux. Cependant, l'ampleur de l'écart entre heures d'instruction obligatoires et heures d'enseignement est beaucoup plus prononcée en France que dans un grand nombre des pays de l'OCDE.

- Un enseignant du secondaire en France passera chaque année scolaire moins d'heures devant une classe qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE. Par contraste, ceux du primaire donnent annuellement 115 heures de plus que la moyenne des pays de l'OCDE. Les élèves en France, quant à eux, passent plus de temps en cours par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, et cela aussi bien dans le primaire que dans l'enseignement secondaire. Il

est tout de même à souligner que l'écart par rapport à la moyenne de l'OCDE s'accroît avec l'entrée dans le deuxième cycle du secondaire et l'apparition des multiples options. Ainsi, un élève de 15 ans suit en France 131 heures d'instruction obligatoire supplémentaires par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE tandis que ce même écart n'est que de 61 heures annuelles entre les âges de 12 et 14 ans.

- Ces différences expliquent en partie pourquoi les dépenses par élève dans l'enseignement secondaire sont supérieures de 20 % en France à la moyenne des pays de l'OCDE tandis qu'elles sont inférieures de 13% à la moyenne dans l'enseignement primaire.

### Dépenses par élève dans les établissements d'enseignement (2004)



*...ainsi que le budget consacré dans le secondaire à la rémunération des personnels autres que le personnel enseignant*

- Au Danemark, aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et, dans les économies partenaires, en Slovaquie, la rémunération des personnels autres que le personnel enseignant représente plus de 20 % des dépenses de fonctionnement dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, alors qu'en Autriche, en Corée et en Irlande et, dans les

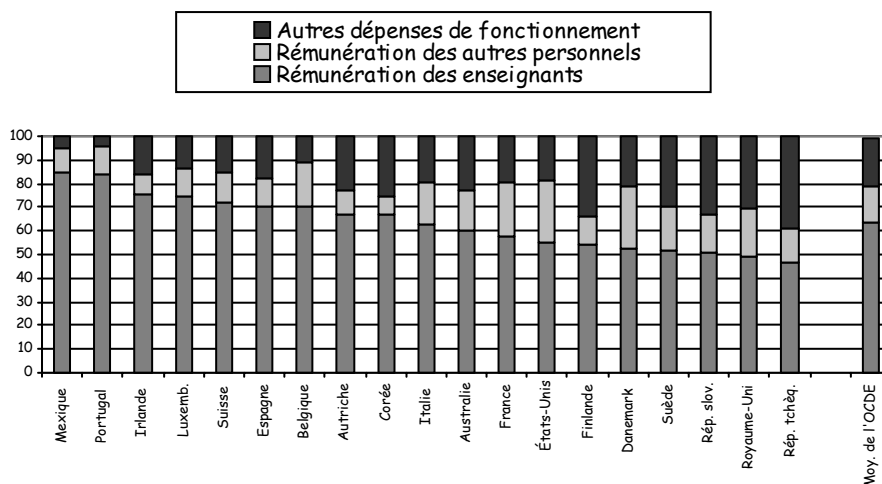
économies partenaires, au Chili, cette part ne dépasse pas 10 % et qu'elle atteint en moyenne 15 %. Ces différences reflètent sans doute le degré variable de spécialisation des personnels de l'éducation dans des activités autres que l'enseignement, comme les chefs d'établissement, les conseillers d'orientation, les chauffeurs de cars, les infirmières scolaires, les gardiens et le personnel chargé de l'entretien.

*En revanche, le salaire des enseignants du secondaire se situe légèrement en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE en France ...*

- La comparaison des salaires statutaires bruts des enseignants en début de carrière, après 15 ans d'exercice et à l'échelon maximum fournit des informations sur les profils de carrière offerts dans les différents pays. Alors qu'en moyenne, pour les pays de l'OCDE, le salaire maximal est obtenu après 24 ans d'ancienneté pour les enseignants du premier cycle du secondaire, il l'est en moyenne après 34 ans d'enseignement en Autriche et en France et 38 ans ou plus en Espagne et en Hongrie. En France, les enseignants débutants du primaire et du secondaire perçoivent un traitement légèrement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Par contre, leur salaire maximal est supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE et équivalent à un peu moins du double de celui des enseignants débutants. (*vrai si on accède au dernier échelon de la hors classe, ce qui est loin d'être le cas pour la majorité des enseignants*)

*... et la taille des classes du premier cycle du secondaire se situe également au niveau de la moyenne des pays de l'OCDE*

### Répartition des dépenses de fonctionnement destinées aux établissements du primaire et du secondaire (2004)



- Avec 24 élèves en moyenne par classe du premier cycle du secondaire, la France est au même niveau que la moyenne des pays de l'OCDE. Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, la taille moyenne des classes est comprise entre 36 élèves par classe en Corée et moins de 20 élèves au Danemark, en Islande, au Luxembourg et en Suisse.

*Le livre vert de la commission Pochard indique : « Dans les écoles élémentaires publiques, on observe une baisse continue du nombre d'élèves par classe : 23,6 élèves en 1980-81 et 22,6 en 2006-2007. Le nombre moyen d'élèves par enseignant est supérieur à la moyenne de l'OCDE pour le préélémentaire (18,8 en France contre 14,8) et l'élémentaire (19,4 contre 16,9).*

Communiqué commun des organisations syndicales de la Fonction publique : CGT, UNSA, FSU, Solidaires, CFTC

## POUR DEFENDRE ET AMELIORER LA FONCTION PUBLIQUE !

### Place à la mobilisation

Le projet de loi « relatif à la mobilité et aux parcours professionnels » validé par le Conseil des ministres est en cours d'examen au Sénat. S'y retrouvent toutes les mesures dont les organisations syndicales ont unanimement demandé le retrait, des mesures lourdes de conséquences pour les personnels et le service public sans le moindre dialogue social.

L'objectif essentiel est de faciliter les suppressions massives de postes dans la Fonction publique (35000 à 40000 emplois par an), en articulation avec les mesures annoncées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques publiques. Cette

RGPP traduit le profond désengagement de l'Etat. Elle induit l'affaiblissement voire la suppression ou la privatisation de missions et de services ainsi que la détérioration des conditions de travail et l'accroissement de la précarité.

C'est bien un plan social qui s'annonce à la Fonction Publique même si le Gouvernement en refuse l'appellation ! A cela s'ajoutent les pertes de pouvoir d'achat des personnels.

La Révision Générale des Politiques Publiques comme la réforme de l'Etat se mettent en œuvre sans débat public, sans que soient posées la question des missions de service public et celle des besoins des usagers et des citoyens sur l'ensemble du territoire.

**Pour une Fonction publique et des services publics de progrès social au service de la population, nous exigeons :**

- un véritable débat démocratique sur la réforme de l'Etat et de la Fonction publique en partant des besoins de tous ;
- un emploi public, statutaire et qualifié, permettant des services publics de qualité accessibles sur l'ensemble du territoire ;
- l'amélioration du statut du fonctionnaire qui garantit la neutralité, l'impartialité et l'indépendance des agents dans l'exercice de leurs missions ;
- un développement de la mobilité choisie qui s'oppose à la mobilité subie et l'abandon du recours à l'intérim.

**Les organisations signataires appellent les personnels à se mobiliser entre le 13 et le 17 mai et à associer l'ensemble de la population à leurs actions.**

Elles décident de faire du jeudi 15 mai, une étape massive et rassemblée de la mobilisation notamment par la grève et/ou des manifestations.

*Le 25 avril 2008*

**Communiqué de presse FSU | Les Lilas le 25 avril 2008**

Sur le ton du « je sais que ça vous fait mal, mais je continue parce que c'est bon pour vous » le président de la république a confirmé la poursuite et l'accentuation d'une politique largement contestée et dont les résultats risquent d'être plus d'inégalités et de pauvreté, moins de pouvoir d'achat et de solidarité.

Nicolas SARKOZY tout en reconnaissant la baisse sensible du pouvoir d'achat campe sur ses positions et ignore la revendication d'augmentation générale des salaires. Il en reste à sa doctrine du « travailler plus » en dépit des impasses économiques et sociales où elle a conduit. Il met en avant l'intéressement dans le secteur privé, accompagné de nouvelles exonérations de charges pour les employeurs, avec le risque de grever un peu plus les recettes pour la protection sociale. Il ne dit rien sur les traitements des fonctionnaires.

Défendant des choix fiscaux et budgétaires inégalitaires à l'efficacité économique et sociale discutable, il ne voit dans la fonction publique et les services publics que des dépenses à réduire à tout prix en ignorant les richesses qu'ils constituent.

Affichant sa considération pour les organisations syndicales ; il nie en réalité leur rôle en ignorant leurs refus et leurs propositions, comme c'est le cas par exemple avec le projet de sanction des chômeurs ou avec la confirmation de l'allongement de la durée de cotisations pour une retraite à taux plein. En matière de retraite il continue à ressasser les mêmes arguments, cachant la réalité qui est que l'allongement de la durée de cotisations s'accompagne d'une baisse des pensions y compris pour ceux qui travaillent plus longtemps.

En matière d'éducation il traite avec ironie les craintes et les revendications des jeunes, il caricature la réalité et confirme toutes les suppressions de postes et laisse entrevoir la réduction de l'offre d'éducation ; bien plus il donne comme finalité aux « réformes » qu'il promet de permettre de nouvelles suppressions. Donnant un satisfecit à son ministre, il ignore les autres revendications qui mobilisent les personnels et les jeunes (politique éducative, programme du primaire...). Affectant sa considération pour les enseignants, il nie en fait la réalité de leurs métiers et de leurs attentes et ne propose comme prétendue revalorisation qu'une dégradation des conditions d'exercice en échange d'hypothétiques

mesures sur les débuts de carrière. En fait il confirme le refus d'un vrai dialogue social à l'Éducation Nationale. Il maintient ses propos inquiétants pour la laïcité.

Tout cela confirme la nécessité de débattre et d'agir. La FSU appelle les personnels à se mobiliser, notamment en faisant grève le 15 mai et en participant massivement à la manifestation nationale pour l'éducation du 18 mai.



## Il est toujours temps, syndiquez-vous !

Ce bulletin vous a été adressé grâce au fichier informatique du SNUipp 05. Droit d'accès en vous adressant à la section.

L'école Haut-Alpine n° 552 supplément n°1 - Avril 2008 page 4